ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

budget de l'État

Question écrite n° 39424

Texte de la question

M. Claude de Ganay attire l'attention de M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sur les recommandations du rapport de la Cour des comptes du 30 mai 2013 portant sur le recensement et la comptabilisation des engagements hors bilan de l'État. Ce rapport préconise de réduire la durée moyenne des opérations de dette garantie, au besoin *via* un dispositif de plafonnement applicable aux nouvelles opérations. Il lui demande si le Gouvernement prévoit de suivre cette préconisation.

Texte de la réponse

Le Gouvernement est très sensible à la question de la durée moyenne des prêts garantis et s'efforce de prévoir dès le stade des articles de lois de finances créant de nouveaux régimes de garantie des dispositifs permettant de limiter la durée des engagements de l'Etat. Cette préoccupation répond à la nécessité de limiter les risques financiers et de respecter l'esprit de l'article 34 de la loi organique relative aux lois de finances, qui réserve au législateur le pouvoir d'autoriser l'octroi des garanties de l'Etat et d'en fixer le régime. Néanmoins, des circonstances exceptionnelles peuvent parfois requérir l'octroi de garanties de crédits de long terme.

Données clés

Auteur : M. Claude de Ganay
Circonscription : Loiret (3e circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question écrite
Numéro de la question : 39424
Rubrique : Finances publiques
Ministère interrogé : Budget
Ministère attributaire : Budget

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 8 octobre 2013, page 10451
Réponse publiée au JO le : 25 mars 2014, page 2799